

Les évêques de la COMECE recopient les mensonges européens

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Eglise universelle](#), [Identité catholique](#), [Perepiscopus](#), [Rôle des laïcs](#)

Date : 28 février 2019



Suite à [cet article](#), un lecteur analyse la déclaration de la COMECE (voir [ici](#) et [là](#)):

Nous allons finir par croire que, du point de vue de bien des responsables religieux catholiques européens, de même que l'après-Concile n'a "rien à voir avec" le Concile Vatican II, de même l'après-Maastricht n'a "rien à voir avec" le Traité de Maastricht...

Il faut quand même savoir que les phrases suivantes sont fausses, non pas en dépit, mais bien en raison de l'organisation et du fonctionnement de l'Union européenne, donc pour des raisons juridiques et institutionnelles, et aussi en raison d'une partie de la finalité effective de l'Union européenne : le gouvernement des peuples, par le business et pour le business :

"Le résultat de ces élections conditionnera les décisions politiques qui auront un impact au quotidien les 5 prochaines années."

"En faisant entendre leur propre opinion, les citoyens ont la capacité de diriger l'Union européenne dans la direction qu'ils veulent."

"Une Union forte sur la scène internationale est nécessairement pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans tous les domaines."

"Le meilleur moyen de faire de l'Europe ce que (les citoyens) jugent droit et juste est d'aller voter."

"Le vote n'est pas seulement un droit et un devoir, mais une opportunité de façonner concrètement la construction européenne".

Ainsi, l'influence bénéfique, humaniste, que bien des députés européens compétents, travailleurs, n'arrivent pas à avoir, depuis l'intérieur des institutions de l'Union européenne, de simples citoyens européens, qui connaissent beaucoup moins bien l'organisation et le fonctionnement de ces institutions, arriveraient à l'avoir, depuis l'extérieur de ces institutions ?

Par ailleurs, pourquoi donc sera-t-il tenu compte du vote des citoyens européens, demain, alors qu'il n'a pas été tenu compte du vote des citoyens français, hier, après le référendum de 2005, précisément à propos de l'Union européenne ?

Et puis surtout, quand les responsables religieux catholiques européens vont-ils prendre en compte cette phrase extraordinairement franche de **Jean-Claude JUNCKER** ? « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. » (Le Figaro, 29 janvier 2015).

Et pour cause, [au demeurant...](#)

Alors, quand les évêques ouvriront-ils enfin les yeux sur le fait que, parmi les adversaires de l'amélioration, de l'humanisation, ou de la démocratisation effective de l'Union européenne, il y a un certain nombre de contradictions internes, entre les Etats européens, entre les institutions européennes, entre certains de ces Etats, dont la France, et certaines de ces institutions, dont la Commission, entre les objectifs officiels de l'Union européennes et les intérêts effectifs d'une partie des "parties prenantes", dont les lobbies industriels, alors que, depuis le début de l'année 1993, ces contradictions figurent, quasiment chaque jour, au sein du paysage européen ?

Il ne s'agit pas, ici, d'inciter au dénigrement systématique, contre l'Union européenne, mais il s'agit ici d'inciter à la lucidité, notamment sur le fait que si l'Union européenne dysfonctionne comme elle dysfonctionne, c'est notamment à cause d'un élargissement démesuré et désordonné, qui n'a pu déboucher, dans tel ou tel domaine, que sur un approfondissement incohérent et inconséquent, qui nuit grandement aux performances et à la pertinence de l'ensemble de l'Union elle-même.

Or, d'une part, même des partisans de l'Union européenne reconnaissent ce qui précède, et,

d'autre part, même des Etats membres de l'Union européenne sont devenus impuissants, au contact des conséquences de ce qui précède. Aussi, à qui donc fera-t-on croire que les citoyens peuvent faire quoi que ce soit d'humanisateur, dans un tel contexte, au sein duquel le capitalisme financiarisé peut continuer à sévir, à charge, pour la BCE, de continuer à soutenir les Etats et les banques, au moyen d'une politique accommodante qui permet d'acheter du temps, mais aussi d'éviter de procéder aux ajustements qui seront, demain, nécessaires ?